

LA CROIX

BIMENSUEL CATHOLIQUE DE DOCTRINE ET D'INFORMATION DU BÉNIN

57ème ANNÉE - NUMÉRO 811

21 MARS 2003 - 150 Francs CFA

LE CHEMIN DE CROIX ORIGINE, SENS ET PORTÉE DANS L'ŒUVRE DU SALUT

Jésus, pour mener à sa plénitude son œuvre de rédemption, s'est librement offert en victime sur le bois de la croix. L'itinéraire de son supplice constitue d'une certaine manière la préfiguration d'une dévotion aujourd'hui très répandue : le Chemin de la croix. Avec une origine très ancienne, cet exercice garde un caractère



particulier quant à son sens et à sa portée.

ORIGINE DU CHEMIN DE CROIX

Bien avant le XII^{ème} siècle, les chrétiens se retrouvaient chaque année en grand nombre au cours de la semaine sainte, semaine de la passion du Christ pour revivre la souffrance du

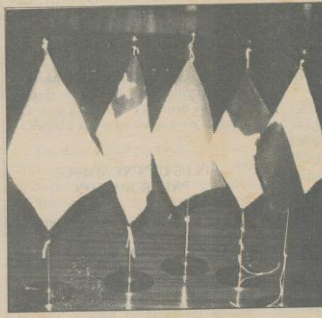
(Lire la suite à la page 10)

CAMPAGNE POUR LES LÉGISLATIVES DU 30 MARS 2003

PRÉSERVER LA PAIX À TOUT PRIX

(Lire nos informations à la page 2)

LE PRESTIGE DU DRAPEAU NATIONAL



Son Éminence Bernardin cardinal Gantin récemment rentré au pays pour y passer ses "vieux âges" a-t-il été frappé par l'irrespect et l'incivisme général qui caractérisent actuellement plus d'un, ailleurs comme au Bénin, singulièrement la population active de Cotonou? Car, ici, la rue est un théâtre permanent d'insultes et de grossièretés. Sa prévenance diplomatique ne le mentionne pas. Mais l'éminent homme d'Église prévient: "Tout, sauf ça!

et quoi qu'il en soit!"; et de rappeler à qui de droit c'est-à-dire aux partis politiques le devoir préalable de l'éducation, de la formation des consciences, de l'éveil du sens élevé du civisme, de la sensibilisation au bien commun et du respect envers les personnes...".

Dans le texte ci-après d'une densité culturelle extrême sur le prestige du drapeau national, il passe moult réflexions sur les raisons sociologiques, historiques, politi-

(Lire la suite à la page 6)

À L'ÉCOUTE DU PAPE

NON À LA MORT ! NON À L'ÉGOÏSME ! NON À LA GUERRE ! OUI À LA VIE ! OUI À LA PAIX !

(...) Je suis personnellement impressionné par le sentiment de peur qui habite souvent le cœur de nos contemporains. Le terrorisme sournois qui peut frapper à tout instant et partout; le problème non résolu du Moyen-Orient, avec la Terre Sainte et l'Irak; les soubresauts qui perturbent l'Amérique du Sud; particulièrement l'Argentine, la Colombie et le Venezuela; les conflits qui empêchent de nombreux pays africains de se consacrer à leur développement; les maladies qui propagent la contagion et la mort; le grave problème de la faim, tout spécialement en Afrique, les conduites irresponsables qui contribuent à l'appauvrissement des ressources de la planète: ce sont autant de fléaux qui menacent la survie de l'humanité, la sérénité des personnes et la sécurité des sociétés.

3. Mais tout peut changer. Cela dépend de chacun de nous. Chacun peut développer en lui son potentiel de foi, de probité, de respect d'autrui, de dévouement au service des autres.

Cela dépend aussi, bien évidemment, des responsables politiques, appelés à servir le bien commun. Vous ne serez pas surpris que devant un parterre de diplomates j'enonce à ce sujet quelques impératifs qu'il me semble nécessaire de satisfaire si l'on veut éviter que des peuples

entiers, peut-être même l'humanité, ne s'effondrent dans l'abîme.

D'abord un "OUI À LA VIE"! Respecter la vie et les vies: tout commence là puisque le plus fondamental des droits humains est bien le droit à la vie. L'avortement, l'euthanasie ou le clonage humain, par exemple, risquent de réduire la personne humaine à un simple objet: la vie et la mort sur commande en quelque sorte!



Lorsqu'elles sont dépourvues de tout critère moral, les recherches scientifiques touchant aux sources de la vie sont une négation de l'être et de la dignité de la personne. La guerre elle-même attente à la vie humaine car elle porte avec elle la souffrance et la mort. Le combat pour la paix est toujours un combat pour la vie!

Ensuite le RESPECT DU DROIT. La vie en société — en particulier la vie internationale — suppose des principes communs intangibles dont le but est de garantir la sécurité et la liberté des citoyens et des nations. Ces règles de conduite sont la base de la stabilité nationale et internationale. Aujourd'hui, les responsables politiques ont à leur disposition des

(Lire la suite à la page 4)

L'AUTRE... LE BENIN D'UN JOUR A L'AUTRE... LE BENIN D'UN JOUR A L'AUTRE... LE

CAMPAGNE POUR LES LÉGISLATIVES DU 30 MARS 2003 PRÉSERVER LA PAIX À TOUT PRIX

Le vendredi 14 mars dernier, le top est donné pour la campagne électorale des législatives du 30 mars 2003. Ils sont en tout 14 partis ou alliances de partis en compétition pour avoir le billet d'accès au palais des gouverneurs à Porto-Novo.

Rivalisant d'ardeur et d'imaginaire pour gagner la confiance des électeurs, les animateurs de la vie politique (toutes tendances confondues) sillonnent, de nuit comme de jour, les villes et les campagnes du pays. Certains ont même mis à contribution des véhicules de haute gamme. Des posters géants des candidats trônent au carrefour de certaines principales artères. Les meetings, on les multiplie de même que les conférences de presse et autres réunions. Le porte à porte est largement mis à contribution. Mais, depuis la campagne électorale de 1991 jusqu'au début de celle-ci, malheureusement, les thèmes de campagne n'ont pas varié. Pas non plus de débat sur de bons, solides et viables projets de société. Libre cours est plutôt laissé aux langages et comportements peu favorables à la cohésion nationale et à la paix. Les déchirements et les scissions observés au sein de certains partis politiques à l'issue de la publication des listes des candidats aux élections du 30 mars, ont compliqué davantage la situation. Les tensions qui étaient circonscrites entre la mouvance et l'opposition sont même perceptibles au sein des partis de même tendance. Conséquences : les rancœurs, les injures, les calomnies et autres médisances ont pris le pas sur une campagne saine. À la radio récemment, et ce, peu avant le démarrage officiel de la campagne électorale en cours, un chef de parti qui n'est pas retenu sur la liste des candidats à la députation, a accusé vertement le ministre d'État Bruno Amoussou de vouloir diviser les fils du Nord-Bénin.

UNE DÉRIVE À ÉVITER À TOUT PRIX

Cette déclaration, même simple a priori, est cependant grave de par les temps très sensibles que nous traversons. Tenez-vous bien ! Et le chef de parti en question et le ministre d'État sont tous deux de la même mouvance.

À Za-Kpota par exemple, la pré-campagne organisée par le leader charismatique du principal parti de l'opposition, la Renaissance du Bénin (RB), a dégénéré en une violence rare entre les partisans de ce dernier et ceux de l'un des anciens barons de la RB, Dah Guédou positionné, cette fois-ci, sur la liste PRD. Des déclarations faites par médias interposés par les deux camps, en présence, ne présagent guère d'une accalmie dans l'immédiat. A Zogbodomey, c'est presque la guerre ouverte entre la Renaissance du Bénin et

le MAP d'obédience mouvernière. Des meetings programmés n'ont pu se tenir. À Soclogbo, Bopa et ailleurs, la campagne électorale ne s'y déroule pas dans le sens du respect réciproque. La démocratie y est bafouée. Dans ces localités, des candidats sont accueillis avec des jets de pierres. C'est une dérive à éviter à tout prix. Cet exemple n'est absolument pas à imiter.

PLUS QU'UNE SIMPLE PARTICIPATION

Plus qu'une simple participation, tout Béninois a la lourde responsabilité de travailler à la sauvegarde de la paix en cette période très sensible de campagne électorale. Dans leur message de l'an de grâce 1999, les évêques du Bénin nous y avaient invités et ils nous y invitent encore aujourd'hui :

«... Aujourd'hui, comme hier, nous venons vous rappeler que nous sommes tous fils et filles de ce pays et qu'à ce titre, à nous tous, incombent les mêmes devoirs civiques.

« Nous sommes tous frères et sœurs, nous ne devons empêcher qui que ce soit de jouir de ses droits, encore moins d'accomplir loyalement ses devoirs.

« Nous n'insisterons jamais assez, pour vous rappeler qu'il faut faire et faire faire tout ce qui est en votre pouvoir afin que les élections se déroulent dans la paix. Nous y parviendrons si nous respectons vraiment la liberté des uns et des autres excluant tous gestes de menaces et de violence dans nos méthodes de campagne ou d'après campagne ;

« si nous aimons et pratiquons la justice, le droit et l'honnêteté ;

« si nous sommes déjà disposés à gagner ou à perdre, c'est-à-dire à accueillir d'un même front les résultats des urnes ;

« si ces derniers sont l'expression transparente du choix des électeurs.

« Nous vous redisons notre espoir de voir qu'une fois encore, nous saurons éviter tout conflit regrettable, en nous donnant la main en vue de sauvegarder ce don précieux de la paix que Dieu nous fait si gratuitement.

« De nouveau, nous interpellons les hommes et les femmes de bonne volonté que vous êtes, pour que le Bénin, notre cher pays, continue de protéger, de défendre et de promouvoir la concorde et l'unité nationale.

« Dieu veuille nous entendre et exaucer nos supplications ! »

Alain Sessou

POSE DE LA PREMIÈRE PIERRE DE LA MAISON INTERNATIONALE DE FEMMES DU BÉNIN

La Fédération nationale des associations de femmes du Bénin (FENAFEB) aura bientôt sa maison. La présidente de cette Fédération, Mme Osséni Koubourath, a procédé le vendredi 14 mars 2003, à la pose de la première pierre de cette maison internationale. Elle sera bâtie derrière le centre de tri postal de Cotonou.

La cérémonie qui intervenait en prélude à la célébration de la huitième édition de la journée internationale de la femme (JIF) était présidée par Mme Claire Houngan Ayémou, ministre de la famille, de la protection sociale et de la solidarité, en présence de Raphiou Toukourou, président du Conseil économique social et des représentantes de groupements et associations féminins locaux.

Selon Mme Koubourath Osséni, la future maison de la femme serait un lieu de communication, de renseignements et de conseils pour toutes les femmes, un centre d'accueil et de détente pour les femmes en détresse. La maison permettrait surtout de capitaliser les efforts des associations de femmes dont l'éparpillement a toujours entravé la réalisation des objectifs poursuivis. En d'autres termes, elle préviendrait l'anéantissement de la lutte féminine pour l'épanouissement de la femme. Le ministre Claire Ayémou a rassuré la FENAFEB du soutien de son institution qu'elle a matérialisé par le versement prochain de 6 millions de francs CFA pour la réalisation de l'édifice.

Le président Raphiou Toukourou a promis participer personnellement à la construction de cette maison. Il mettra

une somme de 10 millions de francs CFA à la disposition de FENAFEB a-t-il dit.

Selon les explications de l'architecte, le bâtiment serait de type R + 3 avec 10 pièces à chaque niveau et d'une superficie totale de 3 500 m² que la FENAFEB espère ériger avec le soutien financier des bonnes volontés.

Rappelons que l'espace qui accueillait l'infrastructure a été mis gracieusement à la disposition des associations des femmes du Bénin il y a dix ans par le gouvernement de l'ancien président Nicéphore Dieudonné Soglo.

(ABP)

UN CADEAU QUI DURE
UN CADEAU QUI INSTRUIT.

A UNE CONNAISSANCE,
OFFREZ
UN ABONNEMENT A
"LA CROIX DU BENIN" ;

Un cadeau

- qui dure,
- qui favorise l'éducation permanente de la loi,
- qui nourrit les solidarités en Eglise,
- qui n'a pas son pareil chez nous,
- qui...
- qui...

RENOUVELLEMENT DU BUREAU EXÉCUTIF DE L'UNION NATIONALE DES MAGISTRATS DU BÉNIN (UNAMAB)

Vendredi 7 mars 2003, l'Union nationale des Magistrats du Bénin (UNAMAB) s'est réunie en assemblée générale à Cotonou. Entre autres actes posés, il y a eu l'élection d'un nouveau bureau exécutif présidé par Jean-Baptiste Monsi, procureur de la Haute Cour de Justice. Il se compose comme suit :

Président : Jean-Baptiste MONSI

Vice-Président : Amélie AMOUSSOU

Secrétaire administratif : Fortuné DAKO

Secrétaire administratif adjoint : Euloge AKPO

Secrétaire chargé de la formation professionnelle : Jeanne Agnès AYADOKOUN

Secrétaire aux affaires sociales et culturelles : Paul AKLAMAVO

Secrétaire à l'information et à l'organisation : Étienne FIFATIN

Trésorier : Célestine BAKPÉ

Trésorier Adjoint : Romarie AZALOU

Fait à Cotonou, le 10 mars 2003

A. Felix IROKO

RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

NON À LA MORT ! NON À L'ÉGOÏSME ! NON À LA GUERRE ! OUI À LA VIE ! OUI À LA PAIX !

(Suite de la première page)

textes et des institutions d'une grande pertinence. Il suffit de les mettre en pratique. Le monde serait totalement différent si l'on commençait par appliquer sincèrement les accords signés!

Enfin le DEVOIR DE SOLIDARITÉ. Dans un monde surabondamment informé mais qui paradoxalement communique si difficilement et où les conditions d'existence sont scandaleusement inégales, il est important de ne rien négliger afin que tous se sentent responsables de la croissance et du bonheur de tous. Il en va de notre avenir. Un jeune sans travail, une personne handicapée marginalisée, des personnes âgées abandonnées, des pays prisonniers de la faim et de la misère, font trop souvent que l'homme désespère et succombe à la tentation de la fermeture sur soi ou à la violence.

4. Voilà pourquoi des choix s'imposent pour que l'homme ait encore un avenir. Pour cela, les peuples de la terre et leurs dirigeants doivent avoir parfois le courage de dire "non".

"NON A LA MORT"! C'est-à-dire non à tout ce qui attente à l'incomparable dignité de tous les êtres humains, à commencer par celle des enfants à naître. Si la vie est vraiment un trésor, il faut savoir le conserver et le faire fructifier sans le dénaturer. Non à tout ce qui affaiblit la famille, cellule fondamentale de la société. Non à tout ce qui détruit chez l'enfant le sens de l'effort, le respect de soi et de l'autre, le sens du service.

"NON À L'ÉGOÏSME"! C'est-à-dire à tout ce qui pousse l'homme à se protéger dans le cocon d'une classe sociale privilégiée ou d'un confort culturel qui exclut autrui. La façon de vivre de ceux qui jouissent du bien-être, leur manière de consommer, doivent être revues à la lumière des repercussions sur les autres pays. Que l'on songe, par exemple, au problème de l'eau que l'Organisation des Nations unies propose à la réflexion de tous durant cette année 2003. L'égoïsme, c'est aussi l'indifférence des nations nanties par rapport aux pays laissés-pour-compte. Tous les peuples ont le droit de recevoir une part équitable des biens de ce monde et du savoir-faire des pays les plus capables. Comment ne pas penser ici par exemple, à l'accès de tous aux médicaments génériques, nécessaire pour soutenir la lutte contre les pandémies actuelles? Cet accès est souvent entravé hélas par des considérations économiques à court terme.

"NON À LA GUERRE"! Elle n'est jamais une fatalité. Elle est toujours une défaite de l'humanité. Le droit international, le dialogue loyal, la solidarité entre États, l'exercice si noble de la diplomatie, sont les moyens dignes de l'homme et

des nations pour résoudre leurs différends. Je dis cela en pensant à ceux qui mettent encore leur confiance dans l'arme nucléaire et aux trop nombreux conflits qui tiennent encore en otage des frères en humanité. A Noël, Bethléem nous a rappelé la crise non résolue du Moyen-Orient où deux peuples, l'Israélien et le Palestinien, sont appelés à vivre côte à côte, également libres et souverains, respectueux l'un de l'autre. Sans avoir à répéter ce que je vous disais l'an passé en pareille circonstance, je me contenterai d'ajouter aujourd'hui, devant l'aggravation constante de la crise moyen-orientale, que sa solution ne pourra jamais être imposée en recourant au terrorisme ou aux conflits armés, pensant que des victoires militaires peuvent être la solution. Et que dire des menaces d'une guerre qui pourrait s'abattre sur les populations d'Irak, terre des prophètes, populations déjà exténuées par plus de douze années d'embargo? La guerre n'est jamais un moyen comme un autre que l'on peut choisir d'utiliser pour régler des différends entre nations. Comme le rappellent la Charte de l'Organisation des Nations unies et le Droit international, on ne peut s'y résoudre, même s'il s'agit d'assurer le bien commun, qu'à la dernière extrémité et selon des conditions très strictes, sans négliger les conséquences pour les populations civiles durant et après les opérations.

5. Il est donc possible de changer le cours des événements dès lors que prévalent la bonne volonté, la confiance en l'autre, la mise en œuvre des engagements pris et la coopération entre partenaires responsables.

6. (...) Une constatation s'impose: l'indépendance des États ne peut se concevoir désormais que dans l'interdépendance. *Tous sont liés dans le bien comme dans le mal.* Pour cela, justement, il convient de savoir distinguer le bien du mal et de les appeler par leur nom. À leur sujet, quand le doute ou la confusion s'installent, les plus grands maux sont à redouter, comme l'histoire nous l'a maintes fois enseigné.

Pour éviter de tomber dans le chaos deux exigences me semblent s'imposer. D'abord retrouver au sein des États et entre les États la valeur primordiale de la

loi naturelle, qui a inspiré jadis le droit des gens et les premiers penseurs du droit international. Même si certains remettent aujourd'hui en question sa validité, je suis convaincu que ses principes généraux et universels sont toujours capables de faire mieux percevoir l'unité du genre humain et de favoriser le perfectionnement de la conscience des gouvernants comme des gouvernés. Ensuite l'action persévérante d'hommes d'États probes et désintéressés. En effet, l'indispensable compétence professionnelle des responsables politiques ne peut être légitimée que par l'attachement à de fortes convictions éthiques. Comment pourrait-on prétendre traiter des affaires du monde sans référence à cet ensemble de principes qui sont à la base de ce "bien commun universel" dont l'encyclique *Pacem in terris* du pape Jean XXIII a si bien parlé? Il sera toujours possible à un dirigeant logique avec ses convictions de se refuser à des situations d'injustice ou à des déviations institutionnelles, ou d'y mettre fin. Nous retrouvons là, je crois, ce que l'on appelle couramment aujourd'hui la "bonne gouvernance". Le bien-être matériel et spirituel de l'humanité, la tutelle des libertés et des droits de la personne humaine, le service public désintéressé, la proximité avec les situations concrètes, passent avant tout programme politique et constituent une exigence éthique qui est le mieux à même d'assurer la paix intérieure des nations et la paix entre les États.

7. Il est évident que, pour un croyant, s'ajoutent à ces motivations celles qui lui donne la foi en un Dieu créateur et père de tous les hommes, qui lui confie la gestion de la terre et le devoir de l'amour fraternel. C'est dire combien l'État a tout intérêt à veiller à ce que la liberté religieuse, droit naturel — c'est-à-dire à la fois individuel et social —, soit effectivement garantie à tous.

Vatican, Salle royale du palais apostolique

13 janvier 2003

Jean-Paul II

Discours d'échange de vœux entre le Saint-Père et les membres du corps diplomatique, accredité près le Saint-Siège.

PLANTES MÉDICINALES

MALNOMMÉE, HERBE D'AUSTRALIE



Nom latin	Euphorbia hirta.
Famille des	Euphorbiacées.
Français	Malnommée, Euphorbe hérissée, Herbe d'Australie.
Fon	Hundi hundi asu, Anonsila, Nonsiwe.
Gun	Akponyan, Kpalavá, Kolligasu vovo.
Yoruba ou Nago	emí ile ege ile, egelle, Nyahun Ayra.
Mina	Godola.
Waci	Godokwe.
Adja	Humo, Anoshi, Ayewe.
Kotafon	Alama.
Sawwe	Soman, Hundi hundi.
Bariba	Gorigbogim, Kirabom.
Wooma	Kurwekiten tima.
Yom	Nyargotamsim.
Dendi	Kpalandawaa.
Peul	En gil.

DESCRIPTION

- * Plante herbacée annuelle atteignant 20 à 30 cm.
- * Tiges ramifiées dès la base.
- * Petits poils sur tiges et feuilles.
- * Latex blanc.
- * Fleurs jaunâtres.

ÉCOLOGIE

- * Sols riches, légers et bien drainés.
- * Croissance en saison des pluies.
- * Pousse en petits peuplements lâches.
- * Commune autour des lieux habités.

ORIGINE / DISTRIBUTION

- * Originaire d'Afrique et présente partout sauf en Afrique du Nord.
- * Se retrouve cependant le long de la vallée du Nil.
- * Introduit sur les autres continents.

CULTURE

- * Reproduction essentiellement par graines.
- * Transplantation difficile.
- * Récolte de plants sauvages préférable, car la concentration du principe actif semble supérieure.
- * Sécher au soleil ou à l'ombre et mettre à l'abri de la poussière pour utilisation ultérieure.

COMPOSITION

- * Pigments flavoniques, résines, acides organiques, tanin, saponoside.

EMPLOI

- AMIBES (dysenterie)
- * Récolter une grosse poignée de plante fraîche (30g) ou une petite de plante sèche (15 à 20g).
- * Faire bouillir dans un litre d'eau pendant 20 minutes.
- * Boire 2 litres par jour pendant 3 à 4 jours.
- BRONCHITE, ASTHME
- * Utiliser la même quantité, mais dans 1 litre et demi d'eau et FAIRE BOUILLIR jusqu'à réduction de moitié du liquide.
- * Prendre 3 ou 4 tasses (environ 4 verres à thé) dans la journée.

EMPLOI

- Aucune contre-indication, mais en cas de nausées ou vomissements, réduire le dosage et prolonger la durée du traitement.

* La Croix du Bénin? A. L. (ENDA)

"LA CROIX DU BENIN"

Rédaction et Abonnements:

"LA CROIX DU BENIN"

Changement d'adresse:

B.P. 105 - TEL (229) 32-12-07

COTONOU

(République du Bénin)

Compte:

C.C.P. 12-76

COTONOU

Directeur de Publication:

BARTHELEMY

ASSOGBA CAKPO

Dépôt légal n° 958

Tirage: 4.500 exemplaires

Nous remercions tout spécialement les personnes qui souscrivent un

Abonnement de Souvenir

Abonnement de Bienfaisance

Abonnement d'Action

Changement d'adresse

100 F CFA (1524 F)

3720 F CFA

4680 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

5760 F CFA

FAÇONS DE PARLER

(Réponse dans notre prochaine livraison.)

"La Croix du Réveil"—Catherine Brémont (RFL)

CULTURE — SOCIÉTÉ

LE PRESTIGE DU DRAPEAU NATIONAL

(Suite de la première page)

ques et religieuses qui fondent cette génération pour le drapeau national chez nous et partout, ainsi que les pratiques et les actes qui matérialisent habituellement cette vénération.

Lorsque le prince de l'Église, avec le brûlant amour patriotique qu'on lui connaît, parle de culte que nous devons réserver jalousement à la terre et à l'héritage de nos ancêtres, il se réfère implicitement à la réponse magistrale que le Christ avait administrée aux disciples des Pharisiens : « Rendez donc à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ». La question est donc tranchée une fois pour toutes et la séparation nécessaire opérée. Mais le cardinal va plus loin en expliquant que le drapeau est en effet, non seulement le symbole de l'État, il est aussi « le témoin le plus indigne et le plus éloquent de l'identité nationale ».

Les adeptes d'une secte mondialement connue qui refusent de saluer le drapeau sous le prétexte qu'il n'est qu'un objet dont la vénération serait une sorte de fétichisme, et les iconoclastes qui démontrent leur degré de colère en brûlant le drapeau d'un État et souvent avec l'effigie de son président, ont des comportements irréfléchis et irresponsables qui consistent au fond à déconsidérer voire nier l'existence de la réalité étatique. Souvent, de telles manifestations sont le fait des jeunes et de ceux qui les manipulent. Alors, c'est bon et important que le cardinal les nomme et les responsabilise. Car, à l'allure où se développent la dégradation des mœurs en général, la propagation des exemples peu recommandables par les médias, tout peu arriver au Bénin aussi. Et on le sait, cela n'arrive pas qu'aux autres. Alors, il vaut mieux prévenir que d'avoir à guérir.

LE PRESTIGE DU DRAPEAU NATIONAL

1 — S'il est, partout dans le monde et aux yeux de tous, un signe hautement représentatif d'une nation, c'est bien, sans contredit, celui du drapeau qu'on appelle justement « les couleurs d'un pays ».

Cette façon de le désigner n'est pas qu'une simple et formelle décoration, une quelconque marque de distinction, une formule purement traditionnelle.

Le cœur qui aime vraiment sa terre d'origine lui voue instinctivement une profonde, légitime et inconditionnelle vénération. Le drapeau national est pour nous, Béninois, quelque chose de sacré, comme il l'est partout pour toute âme bée, consciente et responsable, qui honore et estime sa patrie.

Il s'agit là d'une part essentielle du culte que nous devons réserver jalousement à la terre et à l'héritage de nos ancêtres. Le terme et la réalité de « patrimoine », dans notre bouche comme dans notre pensée, sont ceux qui doivent nous unir profondément les uns aux autres. Il constitue le dénominateur commun que les religions, les confessions, les appartenances spirituelles et cultures diverses, au-delà et au-dessus de tout, ne peuvent que confirmer, renforcer et promouvoir dans la vie ordinaire comme aux moments solennels.

Non, la terre de nos aïeux, ce n'est pas n'importe quoi. Nos querelles, nos différences, et même nos divergences devraient toujours s'apaiser et céder le pas au sentiment national — et chercher à construire ensemble plutôt qu'à nous démolir.

2 — Pour qualifier l'Unité, première note de l'Église catholique, la belle et grande tradition des chrétiens parle de

Lorsque ce signe sublime, regardé par tous, flotte dans l'air pour exprimer l'accueil chaleureux et affectueux de tous, sans distinction, il semble qu'il claque encore plus fort pour manifester la joie amicale et fraternelle qui anime chacun envers l'hôte d'honneur arrivé sur le sol de la patrie.

C'est le moment sans doute le plus émouvant pour le visiteur de marque qui se sent tout de suite « chez lui » comme le dit l'expression populaire...

4 — Quant à moi, au cours de chacune de ces manifestations solennelles dont j'ai été souvent le témoin privilégié, aux côtés du Saint-Père, particulièrement en Afrique, j'ai toujours éprouvé un frisson de fierté et d'orgueil, expression intime de mes félicitations profondes pour le peuple visité. Les « couleurs » de ce pays, différentes de celles de mon Bénin natal, me ramenaient par un souvenir spontané et filial à l'image indélébile de

l'importance de cette interdépendance des peuples qui devrait qualifier toujours nos efforts pour un développement harmonieux et solidaire. Cela me semble plus que jamais nécessaire aujourd'hui.

C'est pourquoi, en mon âme et conscience, comme Béninois et comme chrétien, je l'implore de tous mes vœux devant le Seigneur...

La paix, aujourd'hui, est en effet si désirée partout, et si ardemment sollicitée de Dieu comme un don infiniment précieux.

Cela ne nous éloigne pas de notre propos sur le prestige du drapeau national. Bien au contraire.

6 — Si j'écris ces lignes, c'est d'abord à l'intention des jeunes — et aussi des moins jeunes.

Je voudrais leur demander, comptant sur leur maturité et sur leur sensibilité très vive à l'égard de l'honneur et de la justice, de ne jamais oublier, ni négliger de respecter ce qui, chez les autres, comme chez nous, est le témoin le plus indigne et le plus éloquent de l'identité nationale : c'est-à-dire l'emblème symbolique du drapeau.

Je voudrais aussi demander que nul, en notre pays, n'ose jamais s'associer au geste, à mes yeux, sacrilège et indigne, qui consisterait, en temps de colère, ou de protestation collective, à mettre le feu au drapeau d'une autre nation.

Tout, sauf ça ! et quoi qu'il en soit !

— Saccager ou détruire des objets ou des établissements d'intérêt et de service communs n'est pas une preuve de civisme ou de conscience responsable. Il n'y a pas, au contraire, de geste plus offensant, de plus regrettable que celui de fouler aux pieds publiquement le drapeau d'un pays.

7 — Je souhaiterais, en conséquence, qu'aucune radio n'en donne l'information, qu'aucune télévision n'en montre l'image.

Car, je le répète, nous ne devons jamais nous en prendre à un pays, en vilipendant ce qui en est « l'ambassadeur » le plus universellement reconnu.

De tels gestes incontrôlés, posés en des moments de confusion ou de colère populaires, nous discréditeraient nous-mêmes — car ils touchent et blessent, en retour, notre propre pays ; si en effet nous manifestons si peu de considération pour ce qui est le plus cher aux autres nations, personne n'entourera non plus le nôtre du respect sacré qui lui est dû.

8 — Au cours de mes nombreux voyages à l'étranger, même lorsque j'étais l'Envoyé spécial ou le Légat du

(Lire la suite à la page 11)



« la Robe sans Couture ». Les bourreaux du Christ qui ne respectaient rien, ont en effet épargné « ce vêtement sacré » dont le Fils de Dieu s'était drapé au moment le plus crucial « de rassembler dans l'unité par sa souffrance et sa mort tous les enfants dispersés du peuple choisi ».

3 — De tous mes souvenirs personnels, les plus précieux que je garderai fidèlement jusqu'à ma mort, celui que je ne permets de rappeler ici de préférence, c'est celui d'avoir vu, plus d'une fois, le pape Jean-Paul II, dès son arrivée dans les très nombreux pays parcourus par lui sur la planète, s'incliner profondément devant le drapeau national, après avoir baissé la terre et après avoir reçu les premiers honneurs militaires.

J'ai remarqué également partout que, se tenant immobilisés à ses côtés, dans un salut rythmé par l'hymne national, les plus hautes autorités du pays visité. C'est ainsi que se manifeste avec fierté l'hommage unanime dû à l'emblème le plus noble et le plus visible de l'identité nationale.

la terre qui m'a donné le jour. Cette terre est celle de toute mon histoire personnelle. Mais j'admire aussi tous les autres pays et les respecte profondément, sans cependant les confondre avec certains de ses fils et filles — « paysans » dans le sens premier du terme — contre lesquels nous aurions éventuellement à régler des points de litige ou d'incompréhension.

5 — Certes, il est essentiel « de ne pas identifier l'enfant avec l'eau du vase dans lequel il baigne ». Comparaison n'est pas raison. En effet, c'est de quelque chose de plus grand qu'il s'agit ici : l'identification d'une nation avec ses enfants doit recommander mesure, dignité et raison de la part de qui porterait en lui quelque motif de réticence. Le dialogue ainsi que le pardon est, par-dessus tout, une voie majeure de réconciliation et de retrouvailles autour d'une Vérité plus haute et plus apaisante.

Je perçois également dans le culte de nos valeurs spécifiques les plus hautes,

MOUVEMENTS DE GRÈVE DANS LES ENSEIGNEMENTS PRIMAIRE ET SECONDAIRE AU BÉNIN : LA LOGIQUE DE BRAS DE FER DE CERTAINS SYNDICATS

Le vendredi 07 mars 2003 a eu lieu une rencontre de concertation entre le chef de l'Etat entouré des ministres concernés et les syndicats de base des enseignements primaire, secondaire, technique et professionnel. C'était au palais de la présidence de la République et sur l'initiative du chef de l'Etat en présence des Centrales syndicales, d'une délégation de la Fédération nationale des Associations de parents d'élèves et étudiants du Bénin, et d'une délégation de l'Association des femmes. Au centre des débats : la grève dans le monde scolaire.

Aux termes de l'accord intervenu entre le gouvernement et les différentes centrales syndicales (cf. texte intégral de l'accord), parents d'élèves, élèves et autres usagers de l'école étaient en droit de pousser un ouf de soulagement. Et pour cause ! le gouvernement et les centrales syndicales de l'enseignement de base se sont entendus sur l'essentiel en vue de la reprise impérative des activités scolaires le lundi 10 mars 2003. Cet accord respecté devrait permettre de sauver l'année scolaire 2002-2003. Et c'est très important.

La volonté de respecter les conclusions de cette séance de travail a conduit certaines centrales syndicales des enseignements de base à mettre un terme à leurs mouvements de grève. En conséquence, ils ont invité leurs collègues enseignants à renouer avec le chemin de l'école.

Pour certaines centrales syndicales par contre, toutes les conditions ne seraient toujours pas réunies pour une reprise effective des activités scolaires. Motif principal : le chef de l'Etat n'a pas apposé sa signature au bas des conclusions de

leur rencontre avec lui, nonobstant le fait que les membres du gouvernement qui ont pris part à ladite rencontre y ont apposé leurs signatures.

Si sur le principe, on pourrait glosier sur cette attitude du chef de l'Etat et qui mérite explication, il importe tout de même de se demander si la seule et meilleure « sanction » dans le cas d'espèce serait la poursuite du bras de fer ? Les non-dits laissent percevoir que les responsables syndicaux qui ont durci leur position doutent de la sincérité du chef de l'Etat voire sa ferme volonté à faire respecter lesdites conclusions.

Cette préoccupation de forme que soulève cette frange de centrales syndicales ne pourrait-elle pas être réglée autrement que par la poursuite des mouvements de grève ?

Ces interrogations, hormis tant d'autres, invitent les syndicalistes à ne pas donner l'impression que seuls comptent leurs intérêts et ce, au détriment de l'avenir des enfants, des élèves et parents d'élèves.

Tout le monde reconnaît la valeur de leurs revendications. Mais il importe qu'ils évitent de mener leur combat en rangs dispersés. Il importe aussi que gouvernement et centrales syndicales sachent qu'un bon, sincère et respectueux dialogue social est profitable au développement harmonieux et durable du pays et de fait de tous. Une marche harmonieuse des activités pédagogiques ne l'est pas moins. La paix sociale, faut-il le souligner, a une valeur inestimable. Elle est à sauvegarder contre vents et marées. En réalité, nul n'a intérêt à la détruire.

RELEVÉ DES CONCLUSIONS

Ont pris part à la rencontre :

* du côté du Gouvernement,

— Monsieur Bruno AMOUSSOU, ministre d'Etat chargé de la coordination de l'action gouvernementale, de la prospective et du développement,

— Monsieur Sylvain AKINDES, ministre chargé des relations avec les institutions, la société civile et les Bénévoles de l'extérieur, assumant l'intérim du ministre de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative,

— Monsieur Grégoire LAOUROU, ministre des finances et de l'économie,

— Monsieur Jean Bio CHABIOROU, ministre des enseignements primaire et secondaire,

— Monsieur Dorothee C. SOSSA, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique;

* du côté des Centrales syndicales,

— Monsieur Gaston AZOUA, secrétaire général de la centrale des syndicats des travailleurs du Bénin (CSTB),

— Monsieur Pascal TODJINOU, secrétaire général de la confédération générale des travailleurs du Bénin (CGTB),

— Monsieur Georges GLELE KAKAI, secrétaire général de la confédération des organisations syndicales indépendantes (COSI),

— Monsieur Jean Sourou AGOSSOU, secrétaire général de la centrale des syndicats unis du Bénin (CSUB);

* du côté des syndicats de base,

Enseignement primaire,

— Monsieur Martin BAKARY, secrétaire général du syndicat national des enseignants maternel et primaire (SYNEMP),

— Monsieur Paul Essé IKO, secrétaire général du syndicat national des enseignants publics primaire et maternel (SYNAPRO),

— Monsieur Laurent CAKPO-BESSE, secrétaire général du syndicat national de l'enseignement primaire du Bénin (SNEP-BÉNIN),

— Monsieur Michel C. KISSI, secrétaire général du syndicat national des instituteurs et animateurs de l'enseignement primaire (SNIAP),

— Monsieur Bonou ABOUDOU, secrétaire général du syndicat des enseignants de la maternelle et du primaire du Bénin (SEMPBÉNIN),

— Monsieur Hippolyte ENOHERAN, secrétaire général du syndicat national libre des instituteurs et instituteuses du Bénin (SYNALINAB),

— Monsieur Gbélidji LEDJI, secrétaire administratif du syndicat national des enseignants pour le renouvellement éducatif (SYNERE),

— Monsieur Léandre F. SAGBO, secrétaire général des organisations syndicales des instituteurs et institutrices, animateurs et animatrices du Bénin (OSIAB),

— Monsieur Joseph SENOU, président du collectif national des institutrices et instituteurs du Bénin (CNIB),

— Monsieur Jacob DAGAN, secrétaire général adjoint du syndicat national des inspecteurs de l'enseignement du premier degré (SYNIEPD),

— Monsieur Babatoundé CAITANO, secrétaire général adjoint du syndicat national des enseignants contractuels du Bénin (SYNEC),

— Monsieur Jean-Pierre KOUCOU, secrétaire général du syndicat national des enseignants communautaires du Bénin (SYNECOB),

Enseignement secondaire

— Monsieur Jules GUÉZODJÉ, secrétaire général du syndicat national des enseignants secondaire, technique et professionnel (SYNESTP),

— Monsieur Gaston AZOUA, secrétaire général du syndicat national des professeurs des enseignements secondaires (SYNAPES),

— Monsieur Thomas K. CAKPO, secrétaire général du syndicat national des professeurs des lycées et collèges (SYNAPROLYC),

— Monsieur Léopold VIDÉROT, représentant du secrétaire général du syndicat national des enseignants du secondaire, tradition bureaux de liaison (SNES-BL),

— Monsieur Pèpin SIMÉON, secrétaire général du syndicat national des professeurs certifiés (SYNPROCTER),

— Monsieur Kohovi HESSOU, secrétaire général des bureaux d'action syndicale des enseignants du secondaire (LES BASES),

— Monsieur Valère O. DOTONOU, secrétaire général de l'union nationale des enseignants du secondaire du Bénin (UNES-BÉNIN),

— Monsieur Célestin AYIDÉGNON, secrétaire général du syndicat national des enseignants contractuels du secondaire général, technique et professionnel (SYNECSGTP),

— Monsieur Marcel DOSSOU, secrétaire général du syndicat national des enseignants sous contrats locaux des collèges et lycées publics (SYNECL/CLP),

Enseignement technique et formation professionnelle

— Monsieur Martin AGNIDÉ, secrétaire général du syndicat national de l'enseignement technique et professionnel (SNETP),

Les objectifs visés par le gouvernement à travers cette rencontre sont de :

1) mettre un terme, à partir du lundi 10 mars 2003, aux mouvements de grève qui perdurent dangereusement dans le secteur de l'Enseignement, notamment;

2) sauver ainsi l'année scolaire en cours.

Au terme de longs débats qui se sont déroulés, sans désemparer de 11 heures à 22 heures 35 minutes, les participants sont parvenus aux conclusions et accords qui se résument comme suit :

1 — Les différents points objet de revendications au niveau des enseignements primaire, secondaire, technique et professionnel peuvent être regroupés en deux grandes catégories : les revendications

(Lire la suite à la page 12)

RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

UN CAMILLIEN S'EN EST ALLÉ POUR L'EUCCHARISTIE ÉTERNELLE

Le mardi 18 février 2003, la délégation camillienne du Bénin a été profondément éplorée par la mort fatale et inopinée du Fr. Alphonse-Marie Azamati. Ce fut la consternation et l'émotion dès l'annonce de la nouvelle.

Ses obsèques ont lieu le samedi 08 mars 2003. Ils ont permis à plus d'un de témoigner leur dernière affection à cet illustre disparu.

DE LA NAISSANCE À LA MORT

Alphonse-Marie Azamati vit le jour le 31 décembre 1971 à Kouvé, au Togo, dans une famille chrétienne et modeste. Ses études primaires à Kossidamé et ses études secondaires dans son village natal lui ouvrirent les portes de l'Université du Bénin (Université de Lomé) où il passa une année à la Faculté des Sciences de la Santé. Jeune qu'il soit, le destin lui réservait un avenir meilleur dans la société. Mais il a su vite déceler la voix du Seigneur, lire les signes des temps à travers événements, personnes et lieux. C'est ainsi qu'il sentit l'appel du Seigneur au chevet des malades. À l'instar des premiers disciples, il laissa père, mère, sœurs, frères et amis et se mit en route pour répondre à sa vocation.

En octobre 1995, Alphonse-Marie fut accueilli en année de spiritualité par la Communauté camillienne de Ségbanou. Après ses études philosophiques au grand séminaire Monseigneur-Louis-Parisot sis à Tchavéjé, le deuxième du Bénin, il fut admis au noviciat-scolasticat camillien de Ouagadougou. Une année plus tard, il revint au Bénin pour émettre ses vœux temporaires le 17 septembre 2000. En octobre 2000, il entama les études théologiques en vue du sacerdoce ministériel au grand séminaire Monseigneur-Louis-Parisot. Le mardi 18 février 2003, la mort le faucha à la suite d'une courte maladie à l'hôpital "La-Croix" de Zinvé. Plus qu'une séparation, c'est un drame qui a connu son point culminant le samedi 08 mars 2003, date choisie pour un dernier hommage.

UN MOMENT D'INTENSE ÉMOTION

Trois jours de veillées consécutives ont précédé ce jour mémorable: deux dans la maison de formation et une troisième à la morgue de Ouidah avec célébration eucharistique présidée par le Révérend Père Theophile Villaga, recteur de la Basilique de Ouidah. Dans la matinée du samedi 08 mars 2003, la maison de formation de Ségbanou a été prise d'assaut par une foule considérable. Religieux et religieuses, séminaristes, parents et amis sont venus dire leur "Adieu" à celui qui venait d'être arraché à notre affection. Devant la dépouille mortelle du Fr. Alphonse-Marie, personne ne pouvait cacher son émotion, sa tristesse. Les pleurs



Alphonse-Marie Azamati

et les larmes étaient au rendez-vous mais dans le recueillement, la prière, l'action de grâce. De hautes personnalités ecclésiastiques ont tenu à marquer l'événement de leur présence pour non seulement présenter leurs condoléances à la délégation camillienne du Bénin, mais aussi

compatis à son épreuve occasionnée par la brusque séparation.

La messe corps présent célébrée par Son Excellence Monseigneur Nestor Assogba, archevêque de Cotonou, fut harmonieusement animée par les séminaristes du grand séminaire Monseigneur-Louis-Parisot. Le pasteur de Cotonou avait, à ses côtés, le représentant du Saint-Siège près le Bénin, le nonce apostolique, Mgr. Nguyễn van Tôt, le père Antonio Puca, supérieur provincial de la Province Siculo-Napolitaine, les recteurs des deux grands séminaires du Bénin, et un nombre important de concélébrants béninois et togolais.

À la lecture des témoignages de ceux qui ont connu le Fr. Alphonse-Marie, l'archevêque de Cotonou a d'abord loué, dans son homélie, ses qualités, lui qui a tout quitté pour se sanctifier dans un Ordre qui accompagne spirituellement et corporellement les malades. Il a ensuite invité tous les fidèles, devant cette situation douloureuse, à faire preuve de foi et à transformer leurs larmes en larmes d'espérance.

Avant l'absoute qui a été dite par Son Excellence Monseigneur Nguyễn van Tôt, le représentant de la famille éplorée, de la paroisse Christ-Roi de Kouvé, des sœurs de la Providence et le représentant du

grand séminaire Monseigneur-Louis-Parisot, ont tour à tour prononcé leur discours d'adieu. Il faut aussi, ajouter à cette liste, les mots de remerciements du père Puca, supérieur provincial, à l'endroit de l'archevêque de Cotonou, du nonce apostolique et de tous ceux qui ont sacrifié leur temps pour être témoins de l'événement.

Après la prière de bénédiction de la tombe, dernière demeure terrestre, par le père Guézodjé Pascal, recteur du grand séminaire Monseigneur-Louis-Parisot, notre Fr. Alphonse-Marie, pieusement endormi dans le Seigneur, y repose. Dans sa vie, notre frère Alphonse-Marie s'était illustré par son engagement au service des malades, par son effacement, par son humilité. Son seul désir était d'être parfait. Et cela, il l'avait prouvé partout où il avait exercé son ministère. Que sa mort ne soit pas pour nous un deuil, mais une source d'espérance. Et que ce "grain", enfoui dans le sol de la maison de formation, germe et porte beaucoup de fruits pour la délégation camillienne du Bénin.

Raoul Sahougnon,
religieux camilien

INTENTIONS GÉNÉRALES ET MISSIONNAIRES DU PAPE JEAN-PAUL II POUR L'ANNÉE 2003

Les intentions générales et missionnaires du Saint-Père pour l'année 2003 ont été établies en fonction de thèmes proposés par les différents dicastères romains, pour les intentions générales, et par la Congrégation pour l'Évangélisation des Peuples, en ce qui concerne les intentions missionnaires. Le Pape Jean-Paul II a retenu les thèmes suivants:



Missionnaire: pour les Églises particulières d'Afrique, afin que face aux situations difficiles du moment présent, elles ressentent l'urgence d'annoncer l'Évangile avec cohérence et courage.

AVRIL

Générale: pour ceux qui, dans l'Église, ont la charge de responsabilités, afin qu'ils offrent, un lumineux exemple de vie, toujours docile au souffle de l'Esprit.

MARS

Générale: pour le peuple de Dieu et pour ses pasteurs, afin que chacun prenne mieux conscience de l'importance du sacrement de la Réconciliation, don de l'amour miséricordieux de Dieu.

Missionnaire: pour le clergé et le laïc, les religieux et les religieuses qui œuvrent en terre de mission, afin qu'ils vivent et manifestent avec courage l'appel universel à la sainteté.

CUBA : L'ÉGLISE CATHOLIQUE EN PLEIN DÉVELOPPEMENT DEPUIS LA VISITE DU PAPE

PLUS DE CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES QU'AVANT LA RÉVOLUTION

La présence de l'Église catholique dans la société cubaine s'est trouvée renforcée depuis la visite historique du pape à Cuba en 1998. C'est ce qu'a déclaré à l'APIC l'ambassadeur de Cuba auprès du Saint-Siège, Isidro Gomez Santos, qui tire un bilan positif des relations Église-Etat durant ces cinq dernières années.

55 ordres religieux féminins et 22 masculins sont aujourd'hui présents à Cuba. Ce nombre de congrégations est plus élevé que celui de l'époque antérieure à la révolution. Le personnel travaillant pour la pastorale provient de 39 pays. 80 jeunes hommes étudient la théologie dans les séminaires du pays et une centaine de cubains sont en formation à l'étranger en vue du sacerdoce. L'Etat a mis à disposition un terrain pour la construction d'un nouveau séminaire interdiocésain.

Selon Isidro Gomez Santos, il existe à Cuba une cinquantaine de publications catholiques. Même si elles ne sont pas encore enregistrées légalement, elles peuvent néanmoins être distribuées. Depuis quelques années, il y a davantage de processions religieuses, avec une participation de plus en plus importante.

(Apic)

RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

ROSAIRE : Réflexion sur la lettre apostolique «Rosarium Virginis Mariae» LE ROSAIRE, PRIÈRE CONTEMPLATIVE

« Une prière traditionnelle, qui a la simplicité d'une prière populaire et la profondeur théologique d'une prière contemplative »

P. Jesús CASTELLANO
CERVERA, o.c.d.

Professeur au «Teresiaoum» (Rome)

Une Lettre placée sous le signe de la contemplation

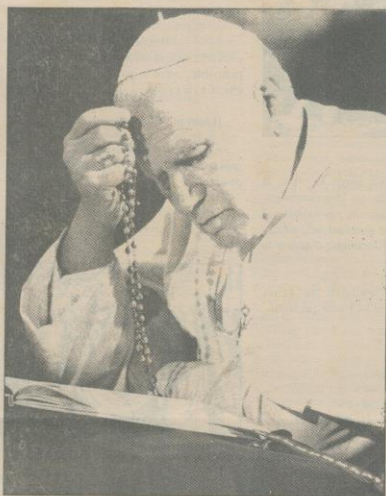
La Lettre du Pape sur le Rosaire privilégie le langage de la contemplation. Le rappel de la dimension contemplative de cette prière mariale revient plus de trente fois dans le texte. De cette façon, on désire mettre en valeur non seulement la nature même d'une prière purement chrétienne, qui vise directement une communion avec les mystères du Seigneur qui médite, mais également le rythme même d'une prière fondée sur la récitation et la répétition, insistante et persévérante, qui repose sur une communion plus intime avec le Seigneur et avec la Mère du Seigneur.

Le n° 12 de la Lettre *Rosarium Virginis Mariae*, en particulier, porte ce titre: Le Rosaire, prière contemplative. Mais dans l'introduction, au n° 5, elle le définit déjà comme voie de contemplation et "moyen très valable de favoriser chez les fidèles l'engagement de contemplation du mystère chrétien que j'ai proposé dans la Lettre apostolique *Novo millennio incunat* comme une authentique pédagogie de la sainteté".

Le terme de contemplation appartient au vocabulaire de la prière chrétienne. Sur le plan étymologique, il renvoie à la vision de Dieu faite dans le temple où il habite (contem-templum). Sur le plan historique, il évoque dans la littérature spirituelle un degré élevé de la recherche et de l'expérience de Dieu sur l'échelle de la prière, presque à la limite de l'expérience mystique, qui demeure toutefois un don gratuit de Dieu. Paul VI, dans le discours de clôture de la IX^e session du Concile Vatican II, le 7 décembre 1965, eut l'heureuse intuition de donner de la contemplation une sorte de définition pour notre époque contemporaine, en exaltant l'humanisme chrétien. En effet, il dit à propos de la foi dans le Dieu vivant, qu'elle est le principe de l'authentique humanisme: "L'effort de fixer en Lui notre regard et notre cœur, dans une attitude de contemplation, comme nous l'appelons, devient l'acte le plus élevé et le plus plénier de l'esprit, celui qui aujourd'hui encore peut et doit ordonner l'immense pyramide des activités humaines" (cf. ORL.F. n° 50 du 10 décembre 1965). Selon cette définition, la contemplation unit donc le regard de l'esprit et l'acte du cœur, la foi qui connaît et la charité qui aime. Parfois, c'est l'effort du croyant, toujours aidé par la grâce, qui reçoit comme fruit la capacité de fixer son regard d'intelligence et d'amour en Dieu; il peut être enrichi par sa connaissance. Parfois, c'est Dieu lui-même qui attire l'orant par sa grâce et l'unit à lui dans une prière contemplative à caractère mystique. La contemplation est un don et un fruit de l'Esprit Saint, et a la valeur même de la foi et de l'amour dont doit être imprégnée la prière chrétienne.

Le caractère contemplatif du Saint Rosaire

La qualification de prière contemplative attribuée au Rosaire éveille, s'il en était besoin,



ce pieux exercice au rang de véritable expérience d'union avec Dieu, et élève son caractère de prière populaire au rang d'un rapport intime avec le Seigneur, que le fidèle vit un vertu de son sacerdoce baptismal qui le prédispose à l'écoute de la parole et à la prière, mais également en vertu de la grâce du prophétisme des baptisés qui comporte, comme chez les véritables prophètes de tout temps, le primat de l'écoute et de la contemplation du Dieu vivant et par conséquent l'annonce de sa Parole.

Paul VI affirma, dans un beau texte de *Marialis Cultus*, au n° 47: "Sans [contemplation], le Rosaire est un corps sans âme, et sa récitation court le danger de devenir une répétition mécanique de formules...". Le Pape voulait ainsi préserver intact le sens le plus authentique de la prière mariale et la défendre de l'accusation facile d'être une répétition mécanique excessive de formules. Et il ajoutait: "Par nature, la récitation du Rosaire exige que le rythme soit calme et que l'on prenne son temps, afin que la personne qui s'y livre puisse mieux méditer les mystères de la vie du Seigneur, vus à travers le Cœur de Celle qui fut la plus proche du Seigneur, et qu'ainsi s'en dégagent les insondables richesses".

Mais la dimension contemplative de cette prière mariale fait également fort-ement allusion à la figure évangélique de Marie, dans sa façon de se rapporter aux mystères de son Fils. Une attitude qui est imitée et intériorisée par l'Eglise dans sa prière et qui trouve une forme populaire dans la récitation du Rosaire. La double référence de Luc à Marie, qui con-servait et méditait dans son cœur les mystères de son Fils (cf. Lc 2, 19-51) indique la relation personnelle intérieure de la Vierge avec les mystères du Fils, la qualité contemplative de sa vie. Une attitude que l'Eglise imite à travers sa prière, qui est source de lumière pour tout croyant,

comme le rappelle *Dei Verbum* au n° 8. Rappeler les mystères du Christ avec Marie est la règle d'or d'une authentique prière ecclésiale, et l'une des attitudes fondamentales du caractère marial de l'Eglise.

En réalité, le fait que le Rosaire soit une prière contemplative est une conviction profonde, entrée également dans le langage du peuple. Souvent, l'énoclation des mystères de chaque jour est faite spontanément par les fidèles à travers cette simple

exigences et en propose les moyens, en particulier dans le troisième chapitre de la Lettre, qui est une sorte de "mystagogie" de la prière du Rosaire, une noble introduction à l'art de la prière contemplative avec le Rosaire.

Mais tentons d'illustrer certaines conditions de cette noble école contemplative.

Il faut avant tout créer un climat de confiance, de recueillement et de véritable conscience d'être en présence du Seigneur, qui est une condition préalable pour favoriser un moment intense de contemplation exigeant des orants l'élan de l'esprit et du cœur.

Dans toute la prière mariale et dans chacun de ses éléments, est exigée une attention particulière à ce que l'on dit et à qui on le dit. Sainte Thérèse d'Avila, dévote du Rosaire, revendiquait déjà dans la prière orale du Notre-Père et de l'Ave Maria leur nature contemplative, à partir de la simple remarque pédagogique selon laquelle, lorsque nous prions, nous devons savoir ce que nous disons et à qui nous le disons pour que notre cœur et notre esprit adhèrent pleinement à ce qu'expriment nos lèvres. L'invocation du Notre Père, la répétition de l'Ave Maria, la pause doxologique du Gloria, sont des moments qui exigent une capacité à apprécier ce que l'on dit, à goûter parfois un terme, une attitude de la prière: l'invocation du Père, la bénédiction de son nom, la recherche de son Règne, l'accueil total de sa volonté... ou le salut béniissant à Marie, l'invocation à la Sainte Mère de Dieu... ou la glorification de chacune des personnes de la Trinité. En nous laissant simplement modérer par les formules bibliques et ecclésiales, nous entrons dans une communion avec la Trinité et avec Marie, si les lèvres expriment ce que le cœur dicte ou si le cœur et l'esprit se laissent guider par ce que les lèvres prononcent. La répétition des formules, soutenue par une simple attention du cœur et de l'esprit, favorise l'approfondissement, aide à entrer dans une dimension intime, à rester, comme en contemplation, dans la conscience de vivre en communion spirituelle avec le Seigneur et la Vierge Marie.

La proposition des divers mystères est une invitation à la contemplation de ce qu'annonce la Parole de Dieu, lorsque les mystères sont précédés par un passage biblique, et de ce qu'une brève énonciation efficace résume. Marie, qui a rendu visible le mystère de Dieu invisible à travers sa maternité, est le guide de cette méditation intérieure pleine d'amour. Parfois, comme le dit souvent le pape, en contemplant le mystère du Fils avec les yeux de la Mère de Nazareth à Bethléem, d'Égypte à Jérusalem, de Cana au Calvaire, du Mont des Oliviers au Cénacle dans les mystères joyeux, lumineux, douloureux et glorieux auxquels elle a participé de près ou de loin. Mais nous pouvons également pousser l'analogie jusqu'à nous identifier aux sentiments du Christ dans la contemplation du mystère de la Mère dans certains mystères typiquement mariaux, dans lesquels Elle est protagoniste: de l'Annonciation à son Assomption et à son couronnement au ciel.

Tandis que défilent les prières de l'Ave

(Lire la suite à la page 11)

expression. "En ce jour, nous contemplons... les mystères joyeux, ou douloureux, ou glorieux... Toutefois, la tentation de relâcher la ferveur, le risque de rendre la répétition mécanique, l'absence d'un climat et d'un rythme adaptés à la récitation du Rosaire, ainsi que le mépris pour les moments nécessaires de silence, sont réels; et le rappel utile du pape engage à donner à cette prière tout l'élan et toute la ferveur de l'authentique contemplation chrétienne. Avec un résultat surprenant, dont de nombreuses personnes ont fait l'expérience, celui de favoriser une contemplation non seulement personnelle, mais également communautaire et de faire échapper à un certain élitisme de l'esprit, le sens de la contemplation pour la rendre possible à tout le peuple saint de Dieu.

Dans la mesure où la contemplation chrétienne est un sommet de vie et la méditation et l'assimilation intérieure des mystères du Christ l'objectif de la prière, le Rosaire devient une école de prière, mais également une expérience de communion intime avec le Père, pour le Christ et dans l'Esprit. Il contribue à approfondir la grâce des sacrements, pour atteindre l'objectif de favoriser une vie chrétienne qui soit une assimilation des sentiments du Christ et de Marie, une communion vitale avec le Seigneur dans l'existence chrétienne, un culte spirituel et une mission apostolique.

Une mystagogie de l'art de la prière contemplative

Tout au long de la Lettre apostolique est offerte, illustrée et exigée avec insistance une forte élévation dans la façon de prier le Rosaire, conformément à sa nature contemplative. Pour cela, il faut évaluer de façon adéquate les possibilités et les exigences pour parvenir à une véritable prière contemplative. Le pape en ressent les

RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION... RELIGION...

LE CHEMIN DE CROIX

ORIGINE, SENS ET PORTÉE DANS L'ŒUVRE DU SALUT

(Suite de la première page)

Sauveur. Ils s'identifiaient à Jésus en parcourant son chemin de douleur et d'agonie.

Au XIV^{ème} siècle, les Franciscains s'étaient particulièrement occupés de cet exercice de piété. Au cours des grands pèlerinages à Jérusalem, ils dirigeaient des chemins de croix sur la "via dolorosa" allant du tribunal de Pilate jusqu'au calvaire de Golgotha. Ce chemin bien parcouru et fort méditatif rassemblait alors des foules de chrétiens. Pour les fidèles pauvres et malades qui ne pouvaient effectuer ce déplacement, ils imaginaient et transposèrent une forme de méditation sur la passion du Seigneur.



Deuxième station

Ils confectionnèrent des séries de croix, de statues, et surtout des tableaux évoquant l'itinéraire qui a conduit le Christ au supplice.

Jusqu'au XVIII^{ème} siècle, le nombre de ces représentations ou stations a subi une certaine variation. C'est alors que les papes Clément XII et Benoît XIV statuèrent là-dessus et les fixèrent à quatorze. C'est d'eux que nous tenons le caractère actuel du chemin de croix. Depuis quelques décennies, une quinzième station tente d'apparaître. Le tombeau vide ou la résurrection vient corriger une dévotion un peu trop doloriste. C'est ainsi qu'à Lourdes par exemple, il y eut, en 1958, la construction d'un chemin de quinze stations. Ainsi se répand l'usage d'achever cette dévotion avec Marie dans l'espérance de la résurrection. Notons que, jusqu'à une période très récente, le pape Jean-Paul II conduisait en personne, au Vatican, le chemin de croix tous les vendredis saints.

SENS ET PORTÉE DU CHEMIN DE CROIX

Le chemin de croix a comme objectif premier de nous unir davantage au mystère de la passion du Christ. Il est un excellent moyen de méditer "pas à pas" la souffrance du Seigneur et de faire naître en nous les sentiments qui furent ceux de Jésus-Christ. Joignant le geste à la parole, tout notre être dans son cœur et son esprit peut entrer dans le cortège qui accompagnait le supplicié jusqu'à son crucifiement. Il nous permet ainsi de nous associer à la voie douloureuse du Christ et constitue une vraie méthode



Troisième station

active où le geste forge le cœur et l'introduit au centre de la rédemption. C'est pourquoi un accent particulier est mis sur cet exercice pendant le carême. Il s'inscrit dans la dialectique d'aide à la conversion.

L'exercice du chemin de croix comporte par ailleurs 14 fruits qui sont :

1. la soumission ;
2. la douleur ;
3. la résignation ;
4. la persévérance ;
5. l'amour de Jésus ;
6. l'amour de la croix ;
7. l'obéissance ;
8. le pardon des injures ;
9. la charité ;
10. l'espérance ;
11. la foi ;
12. la grâce de Dieu ;
13. la haine du péché ;
14. la pureté du cœur.



Cinquième station



Sixième station

Dans la tradition de l'Eglise, les différents papes ont associé au chemin de croix les indulgences⁽¹⁾ suivantes :

- 1 — indulgence plénière à chaque fois que l'on fait le chemin de croix ;

2 — une autre indulgence plénière si l'on communie le même jour où l'on fait le chemin de croix, ou si l'on communie tout au long du mois durant lequel on a fait dix fois le chemin de croix ;

3 — indulgence de dix années pour chacune des stations si, pour un motif plausible, on n'a pas pu achever le chemin de croix.

Il faut pour les gagner :

* parcourir chacune des stations, à moins que la grande foule ne le permette pas ;

* méditer, chacun selon sa capacité, la passion du Sauveur.



Quatrième station

Tels sont le sens, la portée et les bienfaits du chemin de croix auquel nous sommes tous invités et particulièrement durant le carême.

Seigneur Jésus, daignez nous fortifier dans nos faiblesses, afin qu'après vous avoir suivi courageusement sur le chemin du calvaire, nous puissions y goûter les fruits délicieux de l'arbre de vie et devenir éternellement heureux avec vous.

Ô Marie, Mère de douleur, obtenez-nous cet ardent amour avec lequel vous avez accompagné Jésus-Christ sur la sainte montagne et cette fermeté que vous avez fait paraître au pied de la croix afin que nous y demeurions constamment avec vous et que rien ne puisse nous en séparer.

BIBLIOGRAPHIE

- Dom Gaspar Lefevre : *Missel dominical et vespéral* 1941.
- Revue *La Vie spirituelle*, mars-avril 1987.
- Théo.

NOTES

(1) L'indulgence est la remise devant Dieu, de la peine due pour les péchés déjà pardonnés que le fidèle bien disposé obtient à certaines conditions déterminées. Elle est partielle quand elle libère partiellement ou plénière lorsqu'elle libère totalement de la peine due pour le péché. (cf. C.E.C. n° 1471).

Séminaristes
Arnaud Ahouangomou &
Roland Kpodonou

RENDEZ-VOUS POUR 2004 AU SANCTUAIRE «NOTRE-DAME DE LA PAIX»

Chaque année, au sanctuaire «Notre-Dame de la Paix» de Bembéréké, les chrétiens des diocèses de N'Dali et de Parakou se rassemblent pour leur pèlerinage interdiocésain. Cette année, le pèlerinage eut lieu le 16 février 2003. Très tôt et dans les deux diocèses, l'organisation dudit pèlerinage avait occupé plus d'un. Encore une fois, le sanctuaire Notre-Dame de la Paix draina du monde. Les chrétiens, soutenus par les deux évêques, les prêtres, les religieux et religieuses y allèrent prier et implorer la grâce divine par Marie, notre mère, notre avocate de tous jours.

La célébration eucharistique, sommet de ce pèlerinage, commença vers 10 heures. Elle fut célébrée par Leurs Excellences Nosseigneurs Martin Adjou-Moumouni, évêque de N'Dali, Fidèle Agbachi, archevêque de Parakou et une quarantaine de prêtres. Présidée par Mgr. Adjou-Moumouni, cette célébration eucharistique fut animée par les chorales bariba de fombouré, nagot de Guéma (Parakou), adjogan de la cathédrale Saints-Pierre et Paul (Parakou) et les séminaristes du séminaire Notre-Dame de Fatima, sis à Parakou. L'Évangile fut lu dans les langues : bariba, fon, yoruba, ditamari, peul et anglaise.

Dans son homélie de circonstance, Mgr. Fidèle Agbachi salua en premier lieu Mgr. Adjou-Moumouni et ensuite tous les pèlerins qui ont laissé leurs occupations respectives : responsabilités, leçons, devoirs, parents et amis pour venir à l'école de Marie en vue de l'annonce du Christ. Il développa ensuite le thème du pèlerinage : «À l'école de Marie, connaître et annoncer le Christ». Jean-Paul II s'était déjà appesanti sur le même thème alors qu'il parlait de Notre-Dame du Rosaire.

La célébration eucharistique de ce 16 février, riche en leçon, prit fin autour de 12h30mn par la déclamation d'un poème en l'honneur de la Vierge Marie.

Juste le temps du déjeuner et les pèlerins consacrèrent une heure d'adoration à l'adoration du Saint Sacrement.

Par des mots de remerciement, Mgr. Adjou-Moumouni clôtura cette 21^{ème} édition. Dans la joie et l'espérance, le rendez-vous est pris pour le pèlerinage de 2004 au sanctuaire Notre-Dame de la Paix à Bembéréké.

Parakou, 27 février 2003

Blaise Taitso
Séminaire Notre-Dame de Fatima
Parakou

DES JOURS... L'AFRIQUE ET LE MONDE AU FIL DES JOURS... L'AFRIQUE ET LE

UN PASSPORT AFRICAIN UNIQUE

Un colloque de l'UNESCO sur « l'Afrique face aux fléaux du racisme, de la discrimination, de la xénophobie » préconise l'instauration d'un passeport unique africain et la création, au sein de l'union africaine, d'un bureau des Africains de la diaspora. Une vingtaine d'experts de plusieurs pays africains composés d'universitaires et de représentants d'organisations du système des Nations unies ont participé à cette rencontre, qui s'est tenue du 13 au 15 février 2003 à Dakar.

Au terme de leurs travaux, les participants ont lancé un appel aux organisations internationales, à la société civile africaine et aux gouvernements du continent pour développer la recherche sur les formes de racisme, de xénophobie et des pratiques discriminatoires du passé, ainsi que sur les réponses africaines à ces maux. L'Afrique, ont-ils souligné, a aussi ses solutions propres pouvant aider à résoudre ses problèmes. Ils ont demandé un renforcement des structures de recherches en place dans les universités et leur mise en réseau. Ils ont également suggéré l'amélioration des cadres juridiques nationaux de protection des victimes d'actes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance.

Interrogée, à l'issue des travaux par le correspondant de l'Apie, l'Ivoirienne Tanella Boni, professeur de philosophie à l'université de Cocody (Abidjan), a estimé que pour lutter contre le racisme, la xénophobie et toute forme de discrimination, il faut d'abord en montrer les causes. Le colloque a relevé que ces causes ont souvent

pour origines, les questions politiques et économiques qui sont « répandues en Afrique et dans le monde ». « Nous nous sommes attardés sur des cas spécifiques de la Côte d'Ivoire, de l'Afrique du Sud, entre autres pour montrer que ces causes peuvent être parfois très profondes », a-t-elle ajouté.

Pour sa part, Philippe Ntahombaye, enseignant à l'université de Burundi, s'est félicité des conclusions de la rencontre. « Si elles sont appliquées, elles permettront de mener des actions de lutte contre les idéologies de racisme, d'intolérance, de xénophobie, qui miment, non seulement l'Afrique, mais aussi le reste du monde », a-t-il déclaré à l'Apie.

UN FLÉAU UNIVERSEL

Le Russe Sergueï Lazarev, directeur par intérim de la division des Droits de l'Homme à l'UNESCO, a souligné pour sa part, qu'aucun pays au monde n'est « exempté de manifestation de racisme et de xénophobie ». Pour lutter contre ces genres de maux et les exclure complètement de l'esprit humain, il faut commencer par le niveau le plus bas, c'est-à-dire en inculquant aux enfants dès l'école, les notions de tolérance et de paix.

Pour l'avocat sénégalais, El Hadj Guissé, expert de l'ONU sur les droits de l'homme, les Africains ne sont pas racistes; et ils acceptent les autres. « Mais, quand nous allons ailleurs, ou que les autres viennent s'installer chez nous en vase clos, ils sont très racistes et ont des pratiques discrimina-

toires extrêmement graves et qui nous amènent parfois à nous interroger s'ils ne violent pas nos propres lois contre le racisme et la xénophobie ».

Le colloque de Dakar s'intègre dans le suivi de la conférence mondiale de fin août à début 2001 à Durban (Afrique du Sud) sur le racisme, la xénophobie, la discrimination et l'intolérance. Il avait pour buts de faire le point sur les stratégies nationales et les actions entreprises depuis lors dans les pays africains, l'identification des

priorités à retenir dans le développement de la nouvelle stratégie de l'UNESCO dans ce domaine.

Un colloque sur le même thème a déjà eu lieu en Bangkok. Il sera suivi d'un troisième du genre à Moscou, à une date non encore fixée. À l'issue de toutes ces conférences, l'UNESCO élaborera un plan d'action général visant à combattre les pratiques du racisme, de la xénophobie et de l'intolérance dans le monde.

(Apie / ibc / sh)

LE ROSAIRE, PRIÈRE CONTEMPLATIVE

(Suite de la page 9)

Marie, l'esprit et le cœur sont invités à fixer le regard sur les mystères énoncés, presque en les revivant, parfois de façon pédagogique, avec la mémoire du passage évangélique s'y référant, en certaines occasions, avec une saine pédagogie, en invitant à contempler une image du mystère, en intériorisant toujours dans le cœur le mystère que nous nous approprions à présent de façon subjective pour qu'il devienne nôtre. Et, étant donné que les mystères du Christ et de Marie sont des moments de leur vie, l'invitation que chaque mystère du Rosaire nous révèle est celle de tourner le regard vers le visage même du Christ et de Marie. Et de le faire à travers l'une des formules simples de la prière contemplative, ce que sainte Thérèse d'Avila exprimait à travers la formule mystique concise: d'être regardés par le Seigneur avant même que nous ne puissions tourner notre regard vers lui: « Attention, il te regarde! » (« Mire que le mira » en espagnol: *Libro de la Vida*, chap. 13, 22). Car, tandis que nous tournons un regard contemplatif vers Jésus, nous sommes surpris par le même regard du Seigneur qui s'adresse à nous, tout comme, d'ailleurs, nous demandons à Marie dans le *Salve Regina* de tourner vers nous son regard miséricordieux.

De la même façon que la célèbre formule de la « *lectio divina* », invite à accomplir un parcours logique de prière chrétienne, selon les quatre degrés de la « *lectio, meditatio, oratio, contemplatio* », le Rosaire nous offre l'opportunité d'une « *lectio* » concentrée du mystère; elle nous prépare à une brève méditation intérieure; elle fait jaillir le « toi » de l'oraison, comme une prière adressée au Père ou adressée à Marie, ou bien se résout dans la doxologie trinitaire du Gloria final de chaque dizaine d'Ave Maria; elle laisse dans le cœur la synthèse du regard synthétique, ensemble de foi et d'amour, de la contemplation.

LA MONTÉE DE LA CONTEMPLATION ET LA DESCENTE DU SERVICE

Si la contemplation conduit à pénétrer dans le mystère de Dieu comme au terme d'une montée, à partir de Dieu, elle contemple également le monde et la vie avec le même regard divin pour accomplir une descente du sommet du mont de la contemplation, comme l'indique également la logique du quatrième mystère lumineux, qui est la Transfiguration du Seigneur. Être proches de Dieu à travers la contemplation favorise chez les personnes en prière un regard vers l'homme, le monde, l'Eglise, avec les mêmes sentiments du cœur maternel de la Vierge. C'est pourquoi, parfois, comme il plaisait à Jean XXIII, chaque mystère du Rosaire peut être prié avec une intention particulière qui nous rappelle à l'actualité de l'Eglise et du monde, comme le suggère également Jean-Paul II lorsqu'il nous exhorte à prier le Rosaire pour la paix dans le monde et pour la famille.

Ainsi, le Rosaire devient une prière contemplative du mystère de Dieu et du

mystère de l'homme, comme le pape le propose au n° 25, et une prière ecclésiale d'intercession pour les besoins de l'humanité, comme le font certains groupes en récitant le Rosaire missionnaire avec une dizaine d'Ave pour chaque continent. La sensibilité des orants, les nécessités du présent, l'harmonisation avec les mystères médités peuvent offrir de nombreuses suggestions pour cette prière qui devient de cette façon contemplative et apostolique, avec la force missionnaire de la louange et de l'intercession qui sont inscrites dans les prières mêmes du Notre-Père et de l'Ave Maria, en particulier dans la dernière partie du salut à la Vierge: « priez pour nous, pauvres pêcheurs... ».

La nature contemplative du Rosaire nous révèle également l'une de ses valeurs les plus authentiques. La prière dans la vie chrétienne accompagne le chemin spirituel du chrétien au cours de ses journées lumineuses et au cours de ses nuits obscures, dans les moments de participation à la joie de la présence et dans la croix de l'absence. Mais le chemin du chrétien n'est autre que le chemin du Christ lui-même et la vie spirituelle, avec ses luttes et ses grâces, est la vie du Christ en nous, sous la direction de l'Esprit Saint. La dimension contemplative du Rosaire accompagne donc le chemin chrétien de la perfection qu'est la « *Via Christi* » et la « *Via Mariae* ». Une vie riche de communion avec Dieu et de service généreux aux frères.

Ce qui nous est offert par la révélation et la célébration liturgique, en particulier dans le cadre de l'année liturgique, peut être intériorisé par nous également chaque jour, en harmonie avec notre pèlerinage sur les sentiers du temps au moyen de la prière du Rosaire. Sa nature à la fois personnelle et ecclésiale, la possibilité de le réciter ensemble, unis au nom du Seigneur et bénéficiant de sa présence, l'engagement qu'il nous offre de nous aider à parcourir ensemble ce chemin, le rendent particulièrement adapté à une spiritualité de notre temps qui est à la fois personnelle et communautaire.

Nombreux sont les biens que nous pouvons recevoir de cette vision renouvelée que le pape nous offre de la plus populaire des prières mariales. C'est pourquoi les exigences spirituelles qu'elle comporte sont grandes. C'est également pourquoi il faut toujours favoriser la qualité de sa récitation et éventuellement une célébration plus solennelle à partir de la théologie théologique de la prière même, c'est-à-dire l'engagement et le don d'une prière contemplative.

Pour toutes ces raisons, le pape peut conclure son exposition avec ce dernier et précieux rappel, qui est une confirmation de ce que nous avons tenté d'illustrer: « Ce qui a été dit jusqu'ici exprime amplement la richesse de cette prière traditionnelle, qui a la simplicité d'une prière populaire, mais aussi la profondeur théologique d'une prière adaptée à ceux qui perçoivent l'exigence d'une contemplation plus mûre » (n° 39).

R. P. Jesús CASTELLANO CERVERA

LE PRESTIGE DU DRAPEAU NATIONAL

(Suite de la page 6)

pape, comme ce fut, le cas par exemple, à Lourdes en juillet 1981 pour un grand Congrès eucharistique international, on me demandait souvent: « vous êtes originaire d'où? — Quel est votre pays? » Spontanément, je répondais d'abord: « Je suis Béninois — ma terre natale s'appelle le Bénin (Dahomey autrefois) en Afrique Occidentale, situé au bord de l'Océan Atlantique... C'est le pape qui m'a envoyé parmi vous ».

Le Bénin et le pape ne faisaient qu'un en ma personne, en mon cœur et en mon mandat...

« Que ma langue se colle à mon palais si jamais je perds ce double souvenir ».

D'une part, trois couleurs: le vert, le jaune, le rouge pour le Bénin. Il y a d'autre part deux couleurs: le blanc et le jaune pour le Vatican.

Le jaune leur est commun dans la flamme de leur symbiose amicale et fraternelle.

Heureux ceux qui, hommes et peuples, s'unissent ainsi pour construire ensemble, la paix, de façon complémentaire et féconde!

Mais ce n'est pas d'abord pour des raisons d'intérêt personnel — mariages, alliances... — que notre attitude d'homme et de citoyen doit demeurer toujours digne et honorable.

L'hymne qui accompagne dans les écoles la levée du drapeau national porte

et propose toujours un message de grandeur et un appel à croître et à créer, avec nos frères et sœurs, des liens chaque jour renouvelés pour la paix, la concorde et l'espérance.

9 — Enfin, il ne me semble pas inutile de rappeler ces vérités à nous-mêmes et à nos compatriotes, surtout en ce moment où nous nous préparons à des élections législatives nationales. Elire des parlementaires, garants de notre démocratie, de notre indépendance et de notre souveraineté ne saurait laisser personne indifférent ou réticent.

J'ai vu partout dans le monde que le parlement d'un pays siège toujours sous l'ombre tutélaire du drapeau national.

Mais le devoir préalable de l'éducation, de la formation des consciences, de l'éveil au sens élevé du civisme, de la sensibilisation au bien commun et du respect envers les personnes, relève de la responsabilité fondamentale et irremplaçable des partis politiques. Rien ne peut se bâtir de solide et de durable dans l'improvisation ou l'impréparation.

10 — « Enfants du Bénin, mettons-nous debout », non seulement pour chanter, mais encore pour faire en sorte qu'à l'horizon, grâce à Dieu et grâce à nous, se lève « une Aube Nouvelle » plus lumineuse et plus prophétique que jamais, sur notre cher pays!

— B. Card. GANTIN
Cotonou, le 07 / 03 / 03

NATION

RELEVÉ DES CONCLUSIONS

(Suite de la page 7)

tions communes et les revendications spécifiques.

Les revendications communes sont celles partagées par l'ensemble des organisations syndicales des enseignements primaire, secondaire, technique et professionnel, tandis que les revendications spécifiques sont celles propres à chaque ordre d'enseignement, à une organisation syndicale ou à un groupe de syndicats.

II — Les revendications communes sont relatives à :

2.1 La parution diligente des actes administratifs (nominations, titularisations, avancements d'échelons et de grades, redassements, etc.).

Il a été retenu de renforcer les effectifs de la commission créée à cette fin au niveau du ministère de la Fonction publique, du travail et de la réforme administrative en vue d'accélérer la parution desdits actes.

2.2 Le paiement des rappels découlant des reclassements de C1 à B3, de B3 à B1, de B2 à B1, de B1 à A3 et de A2 à A1.

Ici également, il a été retenu de renforcer les effectifs de la commission créée au ministère des Finances et de l'économie à cet effet en vue d'accélérer le traitement et le paiement desdits rappels. Le paiement ayant déjà démarré, il devra se poursuivre le lundi 10 mars 2003.

Le délai fixé pour la parution des actes et l'apurement de tous les rappels en cours de traitement est fixé au 31 mars 2003, mais à condition, à la demande de l'Administration, que soient évités d'autres mouvements de débrayage dans les deux ministères concernés.

2.3 Paiement des rappels découlant des divers déblocages d'indice.

Le verrou qui constitue la loi de finances de 1987 qui rend inéligibles certains dossiers de rappels devra être sauté afin de permettre l'apurement, entre autres, des rappels liés aux divers reversements de C1 à B3, de B3 à B1, de B2 à B1, de B1 à A3, de A3 à A2 et de A2 à A1.

A cet égard :

2.3.1 le gouvernement s'est engagé à introduire un projet de loi rectificative à l'Assemblée Nationale par procédure d'urgence ;

2.3.2 ledit projet de loi devra être déposé à l'Assemblée nationale le 30 avril 2003 au plus tard ;

2.3.3 une commission mixte (administration/centrales syndicales) sera mise sur pied aux fins de proposer au gouvernement, le 30 avril 2003 au plus tard, les modalités de paiement des montants dus à chacun des ayants droits, étant entendu par ailleurs que l'incidence financière induite par cette loi rectificative pour l'ensemble des agents permanents de l'Etat est déjà calculée par le ministère des finances et de l'économie ;

2.4 Le décrochage de l'enseignement des autres secteurs.

Au sujet de cette revendication dont le principe est accepté, il a été admis que :

2.4.1 la commission interministérielle créée par arrêté n° 018/MFTRA/MEPS/METFP/MESRS/MFE/DC/SG du 28 février 2002 poursuivra et achève ses travaux sur la base de la nouvelle orientation, (c'est-à-dire le décrochage effectif et non la déconcentration), avec la participation des organisations syndicales membres ;

2.4.2 cette commission dépose le rapport de ses travaux d'ici à un (01) mois.

2.5 : L'étude du dossier relatif au régime indemnitaire applicable aux enseignants, suite à l'adoption par le conseil des ministres des travaux de la commission interministérielle objet de l'arrêté n° 184/MFTRA/MEPS/METFP/MFE/MSP/DC du 04 décembre 2001.

2.5.1 : Le principe d'une commission interministérielle comprenant le ministère des finances et de l'économie, le ministère de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative, le ministère des enseignements primaire et secondaire et le ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle a été accepté ;

2.5.2 : cette commission a jusqu'au 31 mars 2003 pour rendre compte de sa mission.

2.6 : La finalisation du texte devant fixer le régime d'emploi des agents contractuels de l'Etat.

2.6.1 : il a été demandé à la commission interministérielle déjà en charge du dossier d'accélérer ses travaux et ce, avec la participation effective des représentants des organisations syndicales membres ;

2.6.2 : lesdits travaux devront être achevés le 20 mars 2003 au plus tard.

2.7 : La revalorisation du point d'indice.

En ce qui concerne la revendication relative à la revalorisation du point indiciaire, le chef de l'Etat a fait observer que le gouvernement ne peut accéder à cette demande étant entendu que l'incidence financière qui en découlerait n'est pas prévue au budget général de l'Etat voté en décembre 2002.

2.8 : L'amenuisement des effectifs de la fonction publique, notamment ceux du secteur de l'enseignement.

Ce problème a été couplé avec celui des besoins pressants de formation et dont il importe d'en faire le point afin de cerner de plus près la manière de les résoudre.

2.9 : Les atteintes aux libertés syndicales

Le règlement des contentieux relatifs à des affectations arbitraires et autres atteintes aux libertés syndicales pour faits de grève incombe à chaque ministre concerné.

IV — S'agissant des revendications spécifiques, un consensus s'est dégagé pour laisser leur discussion et leur

résolution se poursuivre respectivement sous l'autorité du ministre des enseignements primaire et secondaire et du ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, en liaison avec le ministre des finances et de l'économie et le ministre de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative.

Un délai d'un (01) mois a été accordé au ministre des enseignements primaire et secondaire et au ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle pour, d'une part, finaliser le recensement de tous les cas particuliers et, d'autre part, les traiter et en rendre compte en conseil des ministres.

V — Un comité de suivi de la mise en œuvre correcte des divers points d'accord par les différentes commissions, a été créé.

Ce comité de suivi comprend :

— trois représentants de la fédération nationale des associations de parents d'élèves et étudiants du Bénin ;

— trois représentants des centrales syndicales ;

— des représentants respectifs du ministre d'Etat chargé de la coordination de l'action gouvernementale, de la prospective et du développement, du ministre des finances et de l'économie, du ministre de la fonction publique, du travail et de la réforme administrative, du ministre chargé des relations avec les institutions, la société civile et les Bénévoles de l'extérieur, du ministre des enseignements primaire et secondaire, du ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle et du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

VI — Enfin, il convient de souligner que le préalable posé par la plupart des organisations syndicales présentes visant au rejet du principe de retenues sur salaires pour faits de grève, a été l'objet de longues discussions.

Les ministres présents et les responsables syndicaux n'ayant pas eu la même lecture de la loi n° 2001-009 du 21 juin 2002 portant exercice du droit de grève au Bénin par rapport aux retenues sur salaires, ils s'en sont remis à l'autorité du chef de l'Etat.

Le chef de l'Etat, sur la base des discussions et de sa volonté d'aider à la décrispation de la situation, a accédé à la demande de suspension du principe de défalcation et de la remise des retenues opérées sur les salaires tout en précisant que l'acte ainsi posé par lui est irrégulier, n'ayant pas consulté au préalable son gouvernement.

Avant de lever la séance, le chef de l'Etat a exhorté les responsables syndicaux à épouser désormais, avant l'usage de l'arme ultime que constitue la grève, les voies de recours administratifs en saisissant d'abord leurs ministres sectoriels, puis, au besoin, le ministre d'Etat chargé de la coordination de l'action gouvernementale, de la prospective et du développement et la présidence de la République.

Il a ensuite remercié les uns et les autres pour leur courage, leur patience, leur endurance et leur esprit patriotique,

toutes choses qui témoignent de leur ferme volonté commune de sortir de la crise au plus tôt et de redonner confiance à l'ensemble de la communauté nationale et internationale.

Sur ce, il a invité les enseignants à reprendre les activités pédagogiques dès le lundi 10 mars 2003.

Fait à Cotonou, le 07 mars 2003

Ont signé,

Pour le gouvernement,

Sylvain Akindès (MFTRA a.s.)

Lazare Séhouéto (MFE Ministre intérimaire)

Bruno Amoussou (MECCAG-PD)

Jean Bio Chabi Orou (MEPS)

Jean Bio Chabi Orou (MESRS Ministre intérimaire)

Pour les syndicats des personnels enseignants,

Martin Bakary (SYNEMP)

Paul Essé Ika (SYNAPRIM)

Laurent Cakpo-Bessé (SYNAP-BENIN)

Michel Kissi (SNIA-EP)

Bogou Aboudou (SEMP-BENIN)

Hippolyte Enahéran (SYNALINAB)

Gbélidji Lédji (SYNERE)

Léandre F. Sagbo (OSIAB)

Joseph Sènou (CNIB)

Jacob Dagan (SYNIEPD)

Babatoundé Caltano (SYNEC)

Jean-Pierre Koucou (SYNECOB)

Jules Guézondje (SYNESTP)

Gaston Azona (SYNAPES)

Thomas K. Cakpo (SYNAPROLYC)

Léopold Vidéot (SNES-BL)

Pépin Siméon (SYNPROCER)

Kohovi Hesson (LES BASES)

Valère O. Dotonou (UNES-BENIN)

Célestin Ayidégnon (SYNECSGTF)

Marcel Dossou (SYNECL-CLP)

Martin Agnité (SNETP)